



Directeur de la Publication: TIENTCHEU KAMENI Maurice

Présidentielle 2025

Bello Bouba Maïgari: pour une refondation de l'Etat

- Le candidat souhaite redonner à l'unité nationale, un sens particulier en intégrant toutes les composantes socioculturelles du pays sur l'ensemble du territoire national.
- La démocratie permettra à chaque citoyen d'exprimer ses aspirations.
- Le progrès devra améliorer les conditions socioéconomiques et culturelles des populations.
- L'urgence du candidat est de mettre en place un programme de réconciliation nationale et des réformes.

P.3



Diplomatie française



Un nouvel ambassadeur pour superviser les élections?

Le diplomate Sylvain Riquier prendra fonction au Cameroun le 1er septembre peu avant le démarrage de la campagne électorale du scrutin du 12 octobre.

P.4

Engagement politique
Journaliste et militant : double jeu dangereux



Une fois qu'ils sont politiquement marqués, comment les journalistes peuvent rester professionnels ?

P.5

Cinéma



E. Képombia fait ses « Révelations scandaleuses »

P.11

Sine Tum



« Retrouver mes racines me rend invincible »

P.12

Rouleau compresseur

Kamto : plus vivant que jamais

Victime d’une cabale orchestrée par le système gouvernant, l’ex-leader du Mrc ne sera pas candidat à la présidentielle, mais annonce la suite du combat.

Le régime de Yaoundé semblait décidé à tuer politiquement Maurice Kamto, le candidat du Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem). Le rejet de sa candidature par Elecram le 26 juillet 2025 au motif « *de pluralité d’investitures* », ensuite par le Conseil constitutionnel le 5 août 2025 pour requête « *non fondée sur le fond* », le démontre à suffire. Maurice Kamto n’ira pas à l’élection présidentielle du 12 octobre prochain. Ce qu’il faut dire, à l’observation des faits, est que le rouleau compresseur était en marche pour l’extinction politique du candidat arrivé deuxième à la dernière élection présidentielle de 2018 avec le score de 14,4%. La mort politique du Pr Kamto était voulue. La tentative a été savamment orchestrée par l’establishment politique, qui n’a jamais cessé de brandir l’argument du boycott des élections municipales et législatives de 2020, occultant en passant le report du double scrutin de 2025. Le matraquage médiatique effectué par des universitaires sur la nullité du mandat impératif avait pour dessein cynique de préparer l’opinion nationale et internationale à une éviction de la sphère politique.

Manipulation

Les élections municipales et législatives de février 2020 étaient une aubaine donnée au leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) d’engranger les représentants à l’Assemblée nationale et dans les conseils municipaux. Après sa sortie de la prison principale de kondengui au terme de huit mois de bagne, l’agrégé de droit et son parti boycottent pourtant le double scrutin. Le Pr Kamto dit alors « *ne pas*

cautionner les élections qui ne ramèneront pas la paix dans notre pays ». Il expliquera plus tard : « *Organiser des élections au Cameroun, qui plus est locales sans avoir rétabli la paix dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, c’était donner le message que les populations de ces régions ne sont pas des Camerounais et, ce faisant, consacrer la partition de fait du pays.* »

Le refus de participer à ce double scrutin a servi de prétexte au Ministre de l’Administration Territoriale, Paul Atanga Nji, de menacer l’ex-leader du Mrc. « *Le parti politique qui a boycotté le double scrutin de 2020 ne présentera pas de candidat à l’élection présidentielle de 2025* », a-t-il lancé au cours de l’émission « *Actualité Hebdo* ». « *Nous avons les yeux braqués vers Elecram et le Conseil constitutionnel. Ce que je dis aux acteurs politiques est que lorsque les candidats seront connus et validés, si votre nom n’est pas retenu c’est terminé pour 2025, vous attendez 2032* », a-t-il pesté. A la vérité, ce discours sur un ton martial, qui avait pour cible Maurice Kamto, relève de la pure manipulation. En effet, aucune loi n’interdit un citoyen ayant boycotté les élections locales de se présenter à la présidentielle. Il est vrai que pour être investi candidat, il faut respecter l’article 121 qui exige soit d’avoir les 300 signatures pour les candidats indépendants, soit d’être investi par un parti ayant des représentants dans les assemblées élues. Tout en observant ces dispositions, Maurice Kamto aurait eu des représentants et des conseillers municipaux si le Président de la République, Paul Biya, n’avait pas reporté à 2026 les élections municipales et législatives prévues en 2025. Tout était fait à



Maurice Kamto et Anicet Ekane lors du contentieux préélectoral au Conseil constitutionnel.

dessein en défaveur du leader du Mrc.

Manidem

La candidature de Maurice Kamto était viciée au sein du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Pour se donner les chances de candidater, il s’est fait investir par le Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem). Son investiture est alors mal perçue par les membres du gouvernement. Le Ministre du Travail Grégoire Owona, par ailleurs secrétaire général adjoint du comité central du Rdpc, fait cette déclaration forte : « *les militants du Mrc ne doivent pas se réjouir. Attention ce n’est pas fini ! wait and see.* » Quant à l’avocat Jean De Dieu Momo, par ailleurs Ministre délégué auprès du Ministre de la Justice et allié du parti au pouvoir, il remet en cause l’adhésion de Maurice Kamto au Manidem, alors que le dernier dit avoir démissionné du Mrc pour rejoindre la formation politique chargée de l’investir. Sentant le Pr Maurice Kamto comme une menace, le pouvoir a déclenché

d’autres mécanismes pour le nuire. Au lendemain du dépôt de la candidature de Maurice Kamto à Elecram et, le 21 juillet, à quelques heures de la clôture de la réception des dossiers, Dieudonné Yebga apparaît et se présente comme le président du parti le Manidem, en lieu et place d’Anicet Ekane. C’est le motif pour Elecram de rejeter la candidature de Maurice Kamto pour « *pluralité d’investiture* » le 26 juillet 2025.

Site internet piraté

La candidature de Dieudonné Yebga a été suscitée par le Ministre de l’Administration territoriale, Paul Atanga Nji, décidé à mettre Maurice Kamto en difficulté. Déjà, des modifications sont apportées au site web du MINAT où le nom d’Anicet Ekane est remplacé par celui de Dieudonné Yebga comme président du Manidem. Face à ce qui est présenté comme un piratage du site internet, Anicet Ekane souligne que le 21 juillet, cette plateforme le mentionnait toujours comme président du Manidem. En revanche, dans la nuit du 21 au 22 juillet, le site est devenu est

indisponible. A sa réapparition le 23 juillet 2025, le nom d’Anicet Ekane a été remplacé sur la page dédiée aux partis politiques. Pourtant, selon plusieurs sources, Anicet Ekane, en tant que président du Manidem, assistait aux réunions organisées par Elecram ; et c’est encore lui qui recevait les subventions publiques distribuées aux partis politiques par le Minat.

Malgré cette persécution, Maurice Kamto a gardé la foi qu’il serait rétabli par le Conseil constitutionnel, lors du contentieux préélectoral, après le rejet de sa candidature par Elecram. Ce contentieux préélectoral a débuté le 4 août 2025. Ses avocats l’ont défendu âprement comme étant le seul candidat investi du Manidem ; la candidature de Dieudonné Yebga n’étant qu’une manœuvre frauduleuse orchestrée par le Minat. Après les débats houleux de plus de trois heures, les membres du Conseil constitutionnel ont mis l’affaire et renvoyé le verdict au 5 août 2025, comme pour maintenir le suspens autour d’une décision dont les contours étaient déjà dessinés. Sans surprise, le rejet de la candidature de Maurice Kamto est confirmé, à l’image d’un coup de grâce.

Justice

La chronologie des faits qui broient l’ex-leader du Mrc n’a pas laissé certains intellectuels insensibles. Le Pr viviane Ondoua Biwolé fait remarquer que « *l’Affaire Kamto devient une affaire de République.* » Elle explique : « *C’est lui aujourd’hui, demain ce sera quelqu’un d’autre. C’est dans la politique aujourd’hui, ce sera dans une autre sphère demain.* » Dans sa première déclaration au lendemain du rejet de sa candidature, Maurice Kamto a déclaré : « *Je suis debout et resterai à vos côtés... Le combat continue.* »

Olivier Mbessité

Militarisation

Le palais des Congrès transformé en forteresse

Des citoyens et des journalistes ont été empêchés d’assister aux audiences du contentieux pré-électoral devant le Conseil constitutionnel.

Au Cameroun, la démocratie n’a rien à voir avec les réunions et manifestations publiques, même s’il existe la loi du 19 décembre 1990 sur les libertés. La gouvernance repose sur l’intimidation et la répression de toute manifestation mal perçue par le pouvoir en place. L’Etat du Cameroun a sorti son arsenal militaire les 4 et 5 août dernier à Yaoundé, Douala et bien d’autres villes lors du contentieux préélectoral. La psychose s’est emparée de certaines localités qui se trouvaient en état de siège. Dans les différentes artères de la ville de Yaoundé et ailleurs dans le pays, l’on pouvait voir des militaires, gendarmes et policiers postés pour le motif fallacieux de sécuriser la ville et d’éviter tout débordement. Or cette militarisation présageait la mise à l’écart de la candidature du Pr Maurice Kamto par le Conseil constitution-



Les entrées du palais des Congrès de Yaoundé ont été barricadées et maintenues par des policiers et des gendarmes.

nel à la course à la présidentielle d’octobre 2025. Pour anticiper sur un éventuel mécontentement des populations face à l’injustice et l’acharnement contre l’ex-leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), les autorités administratives ont pris des mesures visant à museler la liberté d’expression. « *Nous sommes arrivés ici ce*

matin au début du contentieux préélectoral, les hommes en tenue nous empêchent l’accès au Palais des Congrès, alors que l’audience est supposée être ouverte à tous. Vu ce déploiement, on se demande pourquoi cette forte militarisation alors qu’il faut dire le droit. Nous craignons qu’il y ait des choses qui se passent dans le but de rejeter certaines can-

didatures, notamment celle du Pr Maurice Kamto », fulmine un citoyen, bloqué au pied de la colline de Nkolnyada où est perché le palais des Congrès.

Un autre citoyen renchérit : « *nous sommes dans un Etat de droit et, par ricochet de liberté d’expression, nous ne sommes pas venus ici pour faire du désordre. On est là pour la paix et pour suivre le déroulement du contentieux préélectoral présidé par le Conseil constitutionnel après rejet de certaines candidatures par le Conseil électoral d’Elecram.* » Il accuse alors les autorités administratives : « *cette forte militarisation autour du palais des Congrès et ses environs traduit la fébrilité et les craintes du régime de Yaoundé.* »

Arrestations arbitraires

L’on parle à l’heure actuelle de 29 personnes arrêtées pour une durée de 15 jours renouvelables sur ordre du préfet du Mfoundi,

Emmanuel Mariel Djikdent. Selon les avocats assurant la défense de Maurice Kamto, il s’agit-là d’arrestations arbitraires. Les personnes arrêtées l’ont été pour trouble à l’ordre public, attroupement, rébellion et incitation à la révolte aux encablures du palais des Congrès de Yaoundé. Une journaliste a même été arrêtée et jetée en cellule. La jeune Gabrielle Souga, étudiante à l’Ecole supérieure des sciences et techniques de l’information et de la communication (Esstic) et stagiaire au journal à capitaux privé The Post. Par la suite, elle a été libérée le lendemain. Son péché est de s’être rendue au Palais des Congrès de Yaoundé pour couvrir les audiences devant le Conseil constitutionnel. Cette audience devrait être pourtant ouverte au public et à la presse. C’est ce que prévoit l’article 64 de la loi n° 2004 / 004 du 21 avril 2004. Cette mesure est conçue pour garantir l’équité, rassurer l’opinion et consolider la confiance citoyenne dans les mécanismes démocratiques.

Olivier Mbessité

Soutien à Maurice Kamto

Au lendemain de la confirmation du rejet du dossier du candidat du Manidem, plusieurs dénonciations ont été faites dans la classe politique.

Le Pal de Célestin Bedzigui

« Une forfaiture au service du pouvoir »

Dans un communiqué publié le 6 août 2025, Célestin Bedzigui, président national du Parti de l’alliance libérale (Pal), fustige l’exclusion du Pr Maurice Kamto

de l’élection présidentielle du 12 octobre 2025. Le parti parle d’une « forfaiture », orchestrée par une machine judicio-administrative au service du pouvoir, et estime que cette décision prive le

peuple d’un leader charismatique porteur d’espoir. Le Pal dénonce également l’invalidation de la candidature d’Hilaire Zipan, qualifiée de répression ciblée. Le parti appelle à une mobilisation

massive pour faire émerger un candidat consensuel et porter la voix du peuple vers la justice et la liberté.



Le Sdf de Joshua Osih

« Un droit de défense limité »

Le 5 août 2025, le Conseil constitutionnel a rendu son délibéré sur le contentieux pré-électoral de l’élection présidentielle. Comme à l’accoutumée, nous déplorons que plusieurs candidats aient eu le sentiment que

la justice n’a pas été pleinement rendue et que certains, malheureusement n’aient bénéficié que d’un droit de défense limité. Au terme de ce processus, 12 candidatures ont été validées dont la mienne. Cependant, l’expérience nous enseigne qu’il est illu-

soire de penser qu’une autocratie puisse être renversée par des artifices juridiques ou en s’appuyant sur des institutions et des organisations fragiles, sous influence du pouvoir en place. Les événements récents rappellent que la crédibilité d’une dé-

marche politique repose autant sur la méthode que sur la cause qu’elle prétend servir. Par refus d’authenticité, je refuse toute posture hypocrite. A la suite de cette décision, nous réaffirmons que le Sdf et moi-même restons profondément attachés à la nécessi-

té d’une compétition politique ouverte, juste et inclusive. C’est précisément dans cet esprit que nous avons lancé le multipartisme au Cameroun le 26 mai 1990, et que nous poursuivons aujourd’hui ce combat pour un Cameroun plus juste.



Pr Messanga Nyamding, universitaire

« L’autorité et non la vérité »

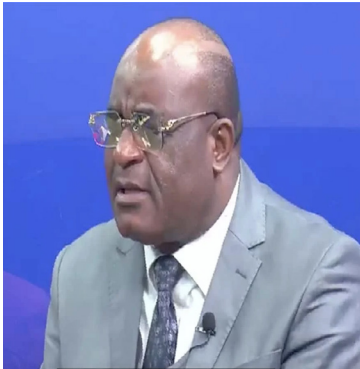
Au lendemain de la décision du Conseil constitutionnel rejetant la candidature de Maurice Kamto, le Pr Messanga Nyamding a livré une réaction pour le moins inhabituelle. Dans

une déclaration, l’universitaire dresse un constat amer sur l’état de droit au Cameroun. La citation qu’il reprend est sans équivoque : « singulièrement en Afrique c’est l’autorité et non la vérité qui fait le droit ». Cette

référence à l’ouvrage « Le droit et le service public au miroir de l’anthropologie du droit », n’est pas anodine. Elle suggère que la décision du Conseil constitutionnel relèverait davantage du rapport de force po-

litique que de l’application stricte du droit. Il relance ainsi le débat sur l’indépendance et la crédibilité des institutions camerounaises, et particulièrement du Conseil constitutionnel. En évoquant la primauté de «

l’autorité sur la vérité », il questionne implicitement la légitimité des décisions rendues par cette institution dans un contexte électoral sensible.



Communication

Bello Bouba déroule son programme

Le candidat de l’Undp s’engage à réconcilier les Camerounais entre eux et avec leur histoire.

Bello Bouba Maigari, ancien Ministre d’Etat chargé du Tourisme et des Loisirs, a tenu le 8 août dernier, un point de presse. Il s’agissait pour lui, de présenter au public son projet de société pour le Cameroun. Investi par l’Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), après une alliance de 28 ans avec le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), il est convaincu de son poids politique au regard de ses multiples participations aux élections depuis 1992, date des premières élections pluralistes. « Nous sommes l’un des partis à diriger des communes, mais aussi une région entière contrôlée par le conseil régional entièrement Undp », a déclaré Bello Bouba Maigari. Son projet de société, « Union nationale », montre l’attachement à l’unité du Cameroun et de toutes ses composantes so-



Bello Bouba lors de la conférence de presse.

cioculturelles ainsi que l’union de tous les Camerounais. Selon le candidat de l’Undp, la nation est née de nombreuses luttes menées par les aînés depuis l’époque coloniale, jusqu’à l’indépendance et la réunification. Les pères fondateurs du Cameroun ont légué

une nation dont l’unité reste malheureusement « malmenée tout le long de ses 60 dernières années ». Depuis près de dix ans, les régions anglophones du pays sont en proie à des crises, l’unité nationale est fissurée de manière inquiétante par des divisions

caractérisées par la montée des discours de haine. « Nous devons réconcilier les Camerounais entre eux pour faire en sorte qu’au-delà de la diversité sociale, linguistique et culturelle qui constituent une richesse incommensurable, les Camerounais recommencent à cohabiter, et à vivre ensemble dans la paix et la fraternité ». Le deuxième chantier est la « démocratie », qui est une construction permanente. Elle doit se construire pour permettre les aspirations des populations. Enfin il y a le « progrès » qui consiste à améliorer les conditions socio-économiques et culturelles des populations.

Les grandes reformes

Pour répondre aux aspirations des populations, Bello Bouba Maigari propose un programme de réconciliation nationale et des reformes. Il s’agit dans un premier temps,

d’engager un dialogue national inclusif pour répondre durablement à la crise anglophone. Il fera voter une loi d’amnistie de toutes les personnes détenues pour délit d’opinion, de rapatrier les restes de la famille d’Ahmadou Ahidjo mort et enterré à Dakar au Sénégal depuis 36 ans, la réhabilitation de la mémoire des héros nationaux qui ont lutté pour l’indépendance du Cameroun.

Il tient à réviser la constitution pour ramener le mandat présidentiel à 5 ans renouvelable une fois, instaurer le scrutin à deux tours, renforcer le pouvoir du Parlement, ramener l’âge électoral à 18 ans. Le Code électoral sera aussi modifié pour plus d’équité et de transparence. Sur la question du fédéralisme, Bello Bouba indique : « ce n’est pas un sujet tabou au débat national et inclusif ; je soumettrai ce débat national au référendum. »

Olivier Mbessité

Dieudonné Yebga

Brouillard sur une interview censurée

Au lendemain du contentieux pré-électoral devant le Conseil constitutionnel, son passage à l’émission « Entretien Avec... » sur la chaîne STV a été empêché par l’autorité administrative.

Le 7 août 2025 aux alentours de 21h, sur la chaîne privée STV, émettant depuis Douala, l’émission « Entretien Avec... » a brutalement basculé dans une scène digne d’un épisode de répression de la liberté d’expression. Dieudonné Yebga, présenté comme président du Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la Démocratie (Manidem), a été contraint de quitter manu militari le plateau, à peine huit minutes après le début de l’émission. Selon nos sources, des agents des forces de l’ordre, agissant sur instruction du sous-préfet de Douala 1er, ont fait irruption dans les locaux de STV pour interrompre la diffusion. Un documentaire sur Nelson Mandela, icône de la lutte anti-apartheid, a aussitôt remplacé l’émission, symboli-



Dieudonné Yebga expulsé de l’émission « Entretien Avec... » diffusée sur la chaîne privée STV.

sant un cruel paradoxe. Le combat pour la liberté d’expression au Cameroun se trouve brutalement étouffé au moment même où l’Afrique célèbre ses héros démocratiques.

Cette intervention brutale n’est pas un acte isolé. Dieudonné Yebga, exclu du Manidem depuis 2018, est accusé d’avoir été instrumentalisé par le pouvoir camerounais pour monter une candidature fictive à la

présidentielle, dans le but de faire invalider celle de Maurice Kamto, principal challenger de Paul Biya. Le rejet de la candidature de Kamto a finalement été confirmé par le Conseil constitutionnel, traduisant la réussite de la manœuvre du pouvoir en place. Des interrogations demeurent sur le musèlement de cet allié circonstanciel du Pouvoir de Yaoundé. Dans tous les cas, l’incident sur STV révèle une stratégie systématique d’étouffement. Human Rights Watch a dénoncé ce qu’elle qualifie de « stratégie méthodique » visant à contrôler l’agenda médiatique à l’approche de l’élection du 12 octobre. La liberté de la presse, déjà fragile dans le pays, semble plus que jamais menacée par des décisions politiques visant à réprimer les débats et à

formater l’information. Pour les observateurs, cette censure confirme la mainmise du pouvoir sur les institutions et la gestion de l’espace public. L’absence de toute justification officielle de la part de STV ou des autorités ajoute à l’opacité et au sentiment d’arbitraire, renforçant l’image d’un régime prêt à tout pour étouffer la contestation. L’avocat Félix Agbor Balla, figure éminente de la défense des droits humains au Cameroun, dénonce une « peur pathétique du débat démocratique » et invite à une vigilance accrue face à ces dérives autoritaires. Alors que le Cameroun traverse une crise multidimensionnelle (politique, sociale et sécuritaire), ces méthodes répressives fragilisent davantage les institutions et creusent le fossé entre le pouvoir et la population.

Alain Leuwat

Diplomatie française

Un nouvel ambassadeur avant le scrutin

Sylvain Riquier prendra fonction au Cameroun le 1er septembre peu avant le démarrage de la campagne électorale du scrutin du 12 octobre.

Ce 7 août 2025, le Président de la République française, Emmanuel Macron, a signé le décret officialisant la nomination de Sylvain Riquier comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France auprès de la République du Cameroun. A compter du 1er septembre, il prendra la succession du général des corps d’armées Thierry Marchand, en poste depuis septembre 2022. Ce transfert de responsabilités intervient dans un contexte électoral particulièrement sensible, le scrutin présidentiel camerounais étant programmé pour le 12 octobre 2025. Diplomate de carrière, Sylvain Riquier apporte à ce poste clé, une expérience riche et

variée, acquise sur plusieurs continents et dans des fonctions à la fois diplomatiques et administratives. Ancien élève de l’Ecole nationale des chartes, promotion 1989, et de l’Ecole nationale d’administration (ENA, 2001-2003), M. Riquier débute sa carrière en tant qu’archiviste paléographe, avant de bifurquer vers la diplomatie dès 2003. Son parcours l’a mené notamment au Pakistan, où il fut conseiller des Affaires étrangères à l’ambassade française à Islamabad entre 2006 et 2010. De 2010 à 2013, il est consul général à Beyrouth, une mission exigeante dans un contexte géopolitique complexe. Revenu à Paris, il prend la tête de la sous-direction

de l’administration des Français à l’étranger et de l’administration consulaire au Ministère des Affaires étrangères, poste qu’il occupe de 2013 à 2018. Il y supervise la gestion administrative et la protection des ressortissants français dans le monde, une fonction au cœur des préoccupations diplomatiques contemporaines. En 2018, il devient chef du service des conventions, des affaires civiles et de l’entraide judiciaire à la direction des Français à l’étranger, renforçant encore son expertise dans la coopération judiciaire et civile internationale. Nommé ambassadeur aux Comores en août 2021, Sylvain Riquier y a conduit la mission diplomatique française



Sylvain Riquier, nouvel ambassadeur de France au Cameroun.

pendant 4 ans. Cette expérience dans l’océan In-

dien lui a permis d’approfondir sa connaissance des enjeux de développement, de sécurité et de coopération régionale, notamment dans un espace marqué par la montée des défis climatiques et sécuritaires. Au Cameroun, son rôle sera déterminant. Il s’agira pour lui, non seulement de promouvoir la culture, l’économie et la science françaises, mais aussi de suivre de près les évolutions politiques et sociales dans un pays où la stabilité est précieuse. Sa nomination arrive à un moment où l’attention internationale est accrue, en raison du scrutin présidentiel imminent. Un événement qui pourrait impacter les relations bilatérales et la dynamique régionale.

Alain Leuwat

Gouvernement

Bello Bouba a finalement rendu son macaron ministériel

Depuis l’annonce de son ambition présidentielle, le Ministre d’Etat maintenait le suspens. C’est fait depuis le 7 août 2025.

Bello Bouba Maigari, candidat à la présidentielle de 2025 sous la bannière de l’Union nationale pour la démocratie et le progrès, a mis fin aux spéculations sur son alliance politique avec Paul Biya et son appartenance au gou-

vernement. Il a démissionné du gouvernement le 7 août 2025. Il a été remplacé par Gabriel Mbairobé, Ministre de l’Agriculture et du Développement rural (Minader), qui va assurer l’intérim au Ministère de Tourisme et des Loisirs. L’ancien membre du gou-

vernement a remis sa lettre de démission au chef de l’Etat Paul Biya comme annoncé peu avant son investiture comme candidat de l’Undp à l’élection du 12 octobre. L’information est portée au public après que le Conseil électoral a validé la candidature, et

après le contentieux pré-électoral tenu par le Conseil constitutionnel du 4 au 5 août 2025. Le 3 juillet dernier, Bello Bouba Maigari affirmait sur une chaîne de télévision allemande, qu’il avait déjà pris des mesures concernant sa démission du gouverne-

ment. « Vous n’attendrez pas longtemps pour savoir ce que j’ai fait. Cette lettre doit être adressée à qui de droit, c’est-à-dire au Président de la République, chef de l’Etat qui nomme ses ministres. » Selon lui, la démission était nécessaire. « Pour

un candidat appelé à se présenter devant l’opinion nationale, il est essentiel d’avoir tout le temps nécessaire pour préparer sa campagne et la mener à travers le pays. Une tâche difficilement compatible avec les responsabilités ministérielles », explique Bello Bouba.

Olivier Mbessité

Journaliste et militant : double jeu dangereux

Une fois qu'ils sont politiquement engagés, les journalistes peuvent-ils demeurer professionnels ? Si oui, comment ? Ces questions méritent des réponses claires dans toutes les sociétés qui se veulent démocratiques, et particulièrement au Cameroun à la veille de l'élection présidentielle, un moment délicat pour l'avenir de la communauté nationale. Ces interrogations valent leur pesant d'or, tant les frontières deviennent floues entre le journalisme et le militantisme politique, par le fait de ceux et celles qui s'obstinent à arborer les deux casquettes, parfois sans les assumer. Ce doublement fait assurément courir le risque de duplicité où le journaliste manque à ses devoirs. Notamment celui de transparence et d'honnêteté vis-à-vis de l'ensemble des citoyens, indépendamment de leurs orientations politiques. Tous les protagonistes de la sphère communicationnelle ont besoin d'être éclairé pour faire librement leurs choix conséquents. D'autre part, le devoir de contribuer à la cohésion sociale est importante. C'est à partir de cette double responsabilité, qu'on peut saisir le positionnement des journalistes et des médias au moment où la controverse fait rage sur leur neutralité. Le présent dossier dresse un état des lieux de la situation, afin d'en tirer les bonnes pratiques professionnelles.



Journalisme et politique

Le dilemme entre information et militantisme

Plusieurs journalistes au Cameroun ont la double casquette de communicant politique et de journaliste. Une dualité dangereuse pour le métier.

neutralité n'est pas dans ce monde dans le domaine journalistique. La neutralité est un vain mot, c'est un vent que l'on vend aux gens, on fait l'effort d'être neutre et impartial mais c'est des efforts au quotidien qu'on mène. »

Les impacts sur la qualité de l'information ou du journaliste sont pluriels. Le militantisme entraine très souvent des biais de sélection. Certains sujets sont évités ou leur traitement est orienté. Le discours devient uniforme, et le public perd progressivement confiance en la qualité des informations du média ou du journaliste. Pour éviter d'en arriver là, Léopold Dassi a sa technique : « *je m'abstiens d'écrire sur l'Udc, car je ne sais pas comment me débarrasser de mes subjectivités, de mon militantisme lié à l'Udc. En ce qui concerne un papier concernant l'état des candidatures, je peux écrire et demander à un confrère de relire pour voir si c'est conforme. Pour être un bon communicateur, il faut avoir été journaliste et donc je sais où s'arrête mon champ en tant que communicateur et je sais où s'arrête mon champ en tant que journaliste* » affirme-t-il.

Guy Etom

Changes houleux entre Serge Espoir Matomba et le journaliste Armand Okol. En plein cœur de l'émission « *A vous l'antenne* », le premier secrétaire du parti, Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) n'a pas digéré cette question qui avait l'allure d'un jugement.

- Mais Monsieur Matomba, vous n'avez pas fait mieux que de rester à la mairie de Bonaberi...
- Vous savez où je suis élu monsieur Okol ? Je suis un élu vous le savez au moins ? Dans une métropole, pas dans un village. Je serais allé dans mon village qu'on ne tiendrait pas le même discours.
- Mais vous aviez des listes ailleurs.
- Je ne sais pas si vous êtes dans la posture du journaliste ou si vous êtes le militant et le communicant du Pcrn ?
- Vous n'allez pas me faire le même coup, les téléspectateurs savent qu'ici je suis, uniquement le journaliste.
- Je crois que non, je crois que vous sortez du cadre, et là, il faut peut-être que je rappelle aux télés-

pectateurs que vous êtes le communicant du Pcrn et vous voulez me confronter, vous ne faites pas votre travail.

- Vous ne trouvez pas que c'est trop facile d'estimer que vous faites piètre figure aux élections législatives et municipales et vous rêvez comme ça qu'à l'élection présidentielle, Dieu va vous tenir la main et il va vous installer vainqueur de l'élection ?
- C'était un plaisir d'être dans votre programme.
- Non mais vous n'êtes pas sérieux monsieur, ce n'était qu'une question, tous les journalistes du monde posent ce type de questions.

Fin de la discussion et de l'émission.

C'est avec le visage effaré que Serge Espoir Matomba, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2025, a quitté le plateau de Bnews, une télévision locale camerounaise le 1er mai 2025. Excédé par les questions d'Armand Okol. Ce dernier est le secrétaire à la communication du Parti camerou-

nais pour la réconciliation nationale (Pcrn), un parti engagé dans la même élection présidentielle que le Purs. Cet incident, loin d'être un cas isolé, illustre la difficile relation qu'entretient le journalisme avec le militantisme politique.

Ce genre de dérive est commun dans les médias camerounais qui agissent sous le couvert de la ligne éditoriale, ou cachent plutôt un militantisme non assumé. Selon la coloration politique du patron d'un média ou des journalistes dudit média, les émissions de débats ressemblent de plus en plus à des tribunaux, où le coupable est souvent sous représenté ou absent. Ses actions sont alors inscrites à l'ordre du jour et le débat est orienté de manière à le dénigrer et le discréditer.

D'autres médias s'affichent avec le parti au pouvoir et lui consacrent une bonne partie de leur couverture. C'est très souvent le cas des médias à capitaux publics qui consacrent des éditions de journaux aux cérémonies et autres meetings du Rassemblement dé-

mocratique du peuple camerounais (Rdpc). Ici, la critique sur les politiques économiques, sociales ou sécuritaires sont très souvent prohibées. D'ailleurs, un Directeur général de la Cameroon radio television (Crtv), Charles Ndong, l'avait clairement déclaré : « *la Crtv c'est le tam-tam de Paul Biya* ».

Il faut le dire sans ambages, un bon militant est en général un mauvais journaliste. Un bon militant est dévoué totalement à la cause ou à la faction qu'il défend. Il valorise ce qui sert la réussite du groupe auquel il appartient et insiste sur ce qui peut nuire à ses adversaires. S'il le faut, il occulte ce qui peut empêcher la réalisation d'un dessein qu'il considère supérieur. Et pourtant, la déontologie du métier exige une certaine neutralité.

Concernant ladite neutralité journalistique, Léopold Dassi, journaliste au quotidien Le Messenger et secrétaire national à la communication de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), est sans équivoque : « Je n'apprends rien à personne quand je dis que la

Siège Social: Yaoundé- Cameroun
Tel: (237) 698 432 700 / 675 170 921

Directeur de la publication
TIENTCHEU KAMENI Maurice

Directeur de la rédaction
ASSONGMO NECDEM

Rédaction
BIDJA Bertin, MBESSITE Olivier,
TCHAKAM Marc, Alain LEUWAT
Guy ETOM, Franklin ONANA

Infographie
NOUGUEN Steve

Direction commerciale
TIENTCHEU Jean-Paul,
NGABA Françoise,
NKUITCHOU Joel

Imprimerie
Le localier

Médias : le défi de la neutralité

En cette période électorale, le journalisme fait face à diverses menaces : les opinions politiques, les intérêts économiques, la désinformation, etc.

Les organes de presse au Cameroun sont scrutés en cette période de la présidentielle d’octobre 2025. Lors des débats télévisés, il n’est pas aisé pour certains professionnels des médias, d’appliquer une ligne éditoriale et de traiter l’actualité politique avec impartialité, objectivité et équilibre afin de garantir un scrutin libre et équitable. Jean René Meva’a, rédacteur en chef du journal *“Intégration”*, explique que de nombreuses menaces planent sur la neutralité des médias. Plusieurs éléments fondent son argumentaire. Il y a les pressions politiques et économiques. Certains médias sont détenus par les intérêts privés ou proches du pouvoir. La spectacularisation de l’information peut favoriser les candidats les plus médiatiques ou polémiques. La désinformation et les fake news relayées sur les réseaux sociaux constituent un puissant poison. Enfin, il y a la manipulation des sondages et leur diffusion orientée de manière à influencer les électeurs. L’explication est la même chez Sylvestre Amara, journaliste et rédacteur à Info Tv. « *il n’est pas facile de respecter la ligne éditoriale et de rester neutre en contexte électoral. Soit le média est progouvernemental, soit pro-opposition. Or en contexte électoral, il est ques-*



Le journaliste devrait-il être politiquement engagé?

tion de donner les chances à toutes les parties prenantes à cette élection présidentielle. Lorsque nous traitons une actualité du Rdpc, nous devons le faire de même avec le Sdf, le Manidem, le Purs et bien d’autres. C’est en cela que repose la neutralité, l’objectivité et l’impartialité des médias durant les joutes électorales », développe-t-il. Selon Sylvestre Amara, le traitement de l’information en période électorale est diffé-

rent du contexte ordinaire. Il convie ainsi le Conseil national de la communication (Cnc) à sensibiliser et recycler les professionnels des médias, pour que ces derniers traitent les informations en toute responsabilité dans le strict respect de la déontologie et l’éthique professionnelle. « *Le Conseil national de la communication, qui est l’organe régulateur des médias, gagnerait à organiser des séminaires et des formations de recyclage, de re-*

mise à niveau des professionnels des médias, pour les éclairer sur ce que l’on peut dire et ne pas dire dans le traitement de l’information », pense-t-il.

Le Cnc interpellé

Jean René Meva’a Amougou poursuit sur la neutralité qui, selon lui, est un principe fondamental pour les lignes éditoriales des organes de presse. Il insiste sur l’équité sur le temps de parole à accorder aux concurrents politiques. Le Cnc doit imposer les règles strictes pour assurer un temps d’antenne équitable entre les candidats. Plus loin, il pense que les médias doivent être objectifs. Les journalistes doivent relayer les faits sans les interpréter de manière partisane. Le pluralisme de l’information, la diversité des sources, les opinions contradictoires, l’équilibre des points de vue. « *La neutralité de l’information est un pilier de toute démocratie. En période électorale, elle garantit une égalité entre les candidats et la liberté de choix des citoyens. Si les médias traditionnels sont encadrés, les nouveaux outils numériques posent des défis majeurs qui exigent une régulation adaptée, un journalisme responsable et une vigilance citoyenne accrue* », conclut le rédacteur en chef de l’hebdomadaire *“Intégration”*.

Olivier Mbessité

Dérives

Le cri d’alarme général

Propagation des discours de haine, désinformation, tribalisme, etc. Il y a péril sur le vivre ensemble. Les journalistes accusés.

Depuis la nouvelle année 2025, les médias au Cameroun vivent au rythme de l’actualité de la présidentielle d’octobre 2025. Ils scrutent les faits et gestes des acteurs politiques. Les leaders politiques occupent les débats du dimanche pour défendre leurs idées ou leurs projets de société pour le Cameroun. Pourtant, les débats télévisés sensés éduquer et informer les masses se muent en spectacle abject. Les injures et les menaces sont le lot des maux à dénoncer. Les professionnels des médias se prêtent inconsciemment ou consciemment à ce jeu périlleux pour la stabilité du pays.

Etat des lieux

Un signal qui a amené le Ministre de la Communication René Emmanuel Sadi à faire un état des lieux le 3 mai 2025 à l’occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse. Il remarque que dans un contexte électoral particulièrement sensible pour le Cameroun, les dérives journalistiques prennent des formes de plus en plus préoccupantes. « *Il nous faut rester vigilants face à des effets pervers que la liberté peut receler et dont il faut se prémunir* », avait déclaré le ministre de la Communication dans son discours de circonstance. Il soulignait avec emphase la recrudescence, voire la multiplication, des fausses nouvelles et l’incitation à la haine. Le diagnostic est sans appel : transformation des plateaux de débats en « *véritables pugilats* », montée en puissance des discours incitant à la violence et à des comportements irréductibles. Les chiffres sont parlants. En début d’année 2025, le Conseil national de la Communication a recensé 37 cas de violations graves des règles d’éthique et de déontologie par les médias camerounais, dont 65% concernaient la diffusion des contenus non vérifiés



René Sadi, ministre de la Communication



Joseph Chebongkeng Kalabubsu, président du Cnc.



Le Syndicat national des journalistes du Cameroun sensibilise sur les dérives à éviter par les professionnels de l’information.

ou la violation de la vie privée. Le 14 juillet 2025, Joseph Chebongkeng Kalabubsu, président du Cnc appelle les professionnels des médias à la responsabilité dans le traitement de l’information liée au scrutin présidentiel au Cameroun. L’organe de régulation ne cache pas ses inquiétudes quant à la montée des discours radicaux dans l’espace médiatique et sur les réseaux sociaux depuis la convocation du corps électoral le

11 juillet 2025. « *La convocation du corps électoral par le président de la République a significativement intensifié l’effervescence politique au Cameroun* », constate le Cnc. Le régulateur des médias dit anticiper avec « *une vigilance accrue* », les risques liés à la désinformation, à la haine et à la violence. Le régulateur déplore les pratiques qui, selon lui, minent « *la paix, la stabilité, et la cohésion sociale* ». S’il rappelle que la li-

berté d’expression est un fondement de la démocratie, le Cnc insiste sur le fait qu’elle ne saurait justifier la diffusion des contenus manipulateurs ou des messages incitant à la discorde. « *Le Cnc rappelle que la liberté si chère à notre démocratie n’est en aucun cas un sauf-conduit pour diffuser des messages pernecieux, des appels à la discorde ou des contrevérités. La propagation des contenus fallacieux et manipulateurs, visant à diviser et*

à opposer les communautés, constitue une atteinte grave à l’intérêt supérieur de la nation et à la quiétude du processus électoral », précise l’organe chargé de la régulation des médias.

Pour plus de professionnalisme, le Cnc appelle les professionnels de médias et tout autre acteur médiatique à une rigueur exemplaire dans la vérification des faits, à privilégier une information juste, équilibrée et objective, à faire preuve de retenue et de responsabilité dans leurs communications.

Autorégulation des médias

Face aux dérives constatées dans la pratique journalistique en cette période électorale, le Ministre de la Communication a fait savoir « *qu’une série de mesures de réforme est actuellement en cours, en vue d’apporter des solutions durables à cette épineuse question* ». Le gouvernement propose ainsi la mise en place d’un système d’autorégulation professionnel qui permettrait « *aux journalistes de s’organiser par eux-mêmes* », a laissé entendre le Ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, le 3 mai dernier.

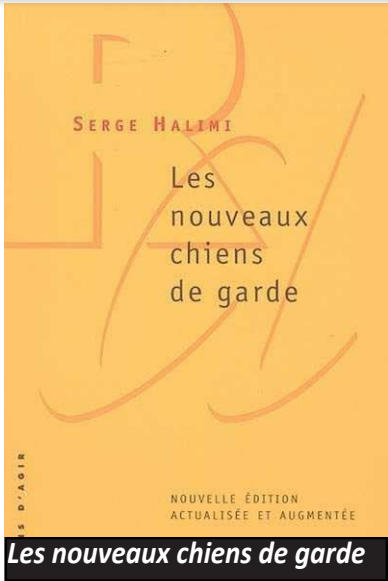
Le syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc)-Section Littoral propose un « *lexique électoral* » aux hommes des médias pour prévenir les dérives langagières avant, pendant et après la présidentielle. Il préconise aux journalistes de faire preuve de « *neutralité* » dans leur propos en utilisant des expressions qui n’effleurent pas la « *diffamation* », « *l’appel à l’insurrection* » ou « *l’atteinte à la réputation professionnelle* ». Pour le syndicat, des expressions comme « *ce candidat est un voleur* » sont à proscrire. Il propose de les reformuler, par exemple en disant : « *ce candidat est accusé de malversation par...* ». Ce qui devrait protéger le journaliste contre des poursuites pour « *diffamation sans preuves* », conseille le Snjc-Section Littoral.

Olivier Mbessité

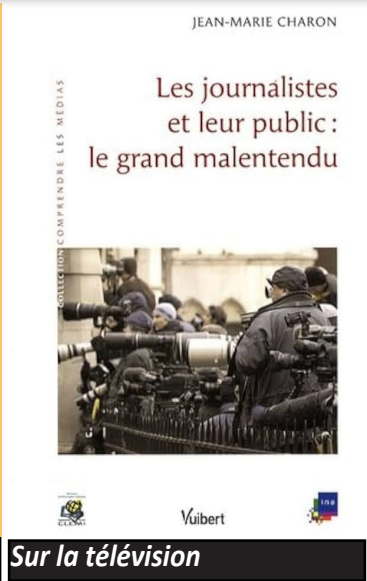
Les auteurs nourrissent la controverse

Influence, collusion et manipulation. Plusieurs grilles d'analyse sont offertes pour comprendre le positionnement du journaliste vis-à-vis du champ politique.

Le militantisme politique non assumé des journalistes, que l'on retrouve dans les rédactions aussi bien en France qu'ailleurs, s'invite de plus en plus dans la littérature spécialisée. Et les constats sont loin d'être consensuels. Dans son ouvrage *Les nouveaux chiens de garde* (1997), Serge Halimi dénonce avec vigueur la collusion entre certains journalistes et le pouvoir politique ou économique. Selon lui, la neutralité journalistique est largement illusoire, tant les relations personnelles, les invitations dans les cercles élitistes et les carrières croisées créent des affinités électives. Le journaliste, devenu proche du pouvoir, perd sa fonction critique et bascule insidieusement dans le militantisme par conformisme ou loyauté implicite. De son côté, Pierre Bourdieu, dans l'ouvrage intitulé *"Sur la télévision"* (1996), décrypte les logiques de champ qui conduisent les journalistes à



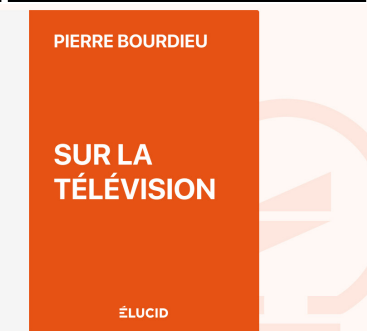
Les nouveaux chiens de garde



Sur la télévision



Les journalistes et leur public



se rallier à des discours dominants, sans nécessairement en avoir conscience. Pour le sociologue, la dépendance aux sondages, aux formats courts et à la logique du scoop pousse les journalistes à épouser des grilles de lecture dictées par le pouvoir politique ou les intérêts marchands. Ce militantisme est d'autant plus pernicieux qu'il se prétend neutre et objectif. Jean-Marie Charon, sociologue des médias, offre une lecture plus nuancée. Dans l'ouvrage intitulé *"Les journalistes et leur public: le grand malentendu"* (1999), il insiste sur l'évolution du rapport à l'engagement : si les journalistes d'aujourd'hui se disent moins militants qu'autrefois, ils n'en restent pas moins influencés par leur environnement idéologique. Le risque, selon lui, n'est pas tant le militantisme affiché que celui, souterrain, qui biaise les angles de traitement et les choix éditoriaux, sans être assumé comme tel.

Dans la littérature anglo-saxonne, Jay Rosen, professeur de journalisme à New York University, propose la notion de « *journalisme de conviction* ». Selon lui, la posture « *vue de nulle part* » (cette prétention à une totale objectivité) est non seulement intenable, mais aussi malhonnête. Il plaide pour une transparence sur les valeurs éditoriales, estimant qu'un journaliste peut être engagé, à condition que cela soit dit et compris par le public. Ce positionnement, bien que minoritaire, gagne du terrain dans certaines rédactions progressistes américaines. Noam Chomsky, dans *La fabrication du consentement* (avec Edward Herman, 1988), explique comment les médias, même dans des démocraties libérales, servent souvent d'outils de propagande douce au service de l'agenda dominant. Le rôle des journalistes, dans ce cadre, est rarement celui de contre-pouvoir. Ils reproduisent, souvent inconsciemment, les structures d'influence politique, ce qui revient à un militantisme indirect.

Vu ailleurs L'équation reste non résolue

En France, aux Etats-Unis ou dans des pays africains, les journalistes s'engagent politiquement, parfois à visage découvert, souvent à demi-mot.

Dans les rédactions du monde entier, la règle est connue : un journaliste ne peut être juge et partie. Pourtant, la réalité professionnelle, traversée par des convictions personnelles et des affinités politiques, montre une porosité de plus en plus manifeste entre journalisme et militantisme. Ce phénomène, qui touche aussi bien les figures féminines que masculines, est devenu un enjeu démocratique de premier plan, tant il fragilise la confiance des citoyens dans les médias. En France, plusieurs figures emblématiques incarnent cette frontière brouillée. Audrey Pulvar, ancienne journaliste politique sur France 3, I Télé ou encore France Inter, a été contrainte de suspendre ses activités médiatiques lorsqu'elle s'est engagée dans la campagne de son compagnon Arnaud Montebourg, alors Ministre. Elle rejoindra par la suite la vie publique en tant qu'adjointe à la Maire de Paris. L'affaire souleva un débat sur les risques de collusion entre vie privée, engagement politique et journalisme. Plus discrète mais tout aussi révélatrice, la trajectoire de Bruno Roger-Petit, ancien éditorialiste à Challenges puis chroniqueur à France Télévisions, qui devient en 2017 porte-parole de l'Élysée auprès d'Emmanuel Macron. Le cas Bruno Roger-Petit illustre ce glissement silencieux d'une posture d'analyste à celle de communicant politique. Jamais véritablement présenté comme militant, son ralliement au pouvoir exécutif s'est opéré sans rupture visible, comme une continuité logique. D'autres figures, comme Jean-Jacques Bourdin, longtemps animateur politique vedette de RMC et BFMTV, ont entretenu une proximité certaine avec les sphères politiques tout en restant dans les médias.



Audrey Pulvar, en France



Keith Olbermann, aux Etats-Unis

Autre exemple : Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction du Point et ex-éditorialiste du Figaro, dont les liens personnels avec plusieurs figures politiques, de Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy, ont été maintes fois soulignés. S'il n'a jamais officiellement quitté la presse pour rejoindre un cabinet, sa proximité avec le pouvoir n'a jamais compromis son statut. Aux Etats-Unis, la confusion entre journalisme d'opinion et engagement politique est particulièrement ancrée. Keith Olbermann, longtemps figure de MSNBC, a quitté la chaîne de télévision en 2011, après avoir été suspendu pour des dons à des candidats démocrates. Depuis, il revendique un activisme virulent contre la droite américaine, au point de brouiller la ligne entre éditorialiste engagé et militant revendiqué. Quant à George Stephanopoulos, conseiller de Bill Clinton, devenu présentateur vedette sur ABC News, sa double casquette (conseiller hier, journaliste aujourd'hui) continue de nourrir une certaine ambiguïté. Mais c'est en Afrique que la frontière entre journalisme et politique se révèle parfois la plus perméable, dans un contexte où les médias sont souvent fragilisés et la profession sous tension. Au Sénégal, Mamadou Sy Albert, éditorialiste reconnu, a mis entre parenthèses sa carrière journalistique pour participer à la campagne présidentielle de 2012 aux côtés de Macky Sall. S'il a par la suite repris la plume, cette parenthèse a jeté une ombre sur son indépendance. En Côte d'Ivoire, Koné Katinan, ancien journaliste, est aujourd'hui un cadre influent du PPA-CI (Parti des peuples africains, Côte d'Ivoire), héritier du mouvement de Laurent Gbagbo. Son basculement vers la politique fut progressif, presque naturel, sans jamais que son militantisme initial ne soit clairement exprimé.

Alain Leuwat

Ethique et déontologie

Les règles comme boussole

La norme est souvent écartée et l'écart tend à être normalisé. La Charte de Munich et bien d'autres codes, ainsi que les réglementations nationales, offrent des repères pour la régulation.

Dans l'exercice du métier de journaliste, l'impartialité n'est pas une option. Elle constitue le socle même de la crédibilité professionnelle. Pourtant, au Cameroun comme ailleurs, une pratique insidieuse tend à gagner du terrain : le militantisme non assumé des journalistes. Ni revendiqué, ni totalement dissimulé, cet engagement prend des formes variées (choix des sujets, traitement biaisé de l'information, silences complices) et s'inscrit en faux aux principes qui fondent l'éthique journalistique. La Charte de Munich, adoptée en 1971 par la Fédération européenne des journalistes, énonce sans ambiguïté les droits et les devoirs des professionnels de l'information. Parmi ces devoirs,

figure en bonne place la prescription suivante : « *ne pas confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste* ». Il est aussi demandé au journaliste de « *s'interdire toute forme de plagiat, de calomnie, de diffamation ou d'accusation sans fondement* ». Elle insiste aussi sur la nécessité de « *respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences* ». Une ligne de conduite qui exclut toute forme d'allégeance partisane. Dans le contexte camerounais, cette exigence est relayée par le Code d'éthique et de déontologie du journaliste, adopté par les organisations professionnelles du pays. Ce document rappelle que le journaliste se doit de « *rapporter les faits avec rigueur et honnêteté, sans laisser ses opinions*

personnelles interférer dans le traitement de l'information ». Il proscriit expressément la compromission avec les partis politiques ou les groupes d'intérêt. Cette posture de neutralité a été réaffirmée dans le décret du Premier ministre, Joseph Dion Ngute, du 6 novembre 2020, fixant les conditions d'exercice de la profession de journaliste au Cameroun. Ce texte réglementaire insiste sur la responsabilité sociale du journaliste, notamment en période électorale, et précise que « *toute dérive de nature à troubler l'ordre public ou à manipuler l'opinion est passible de sanctions disciplinaires et judiciaires* ». Et pourtant. De nombreux journalistes prennent position de manière implicite, voire dissimulée. A travers

le choix de leurs invités, les angles de leurs papiers ou la rhétorique employée dans leurs interventions médiatiques. Certains se font les relais de discours politiques, souvent sans le déclarer comme tels. D'autres adoptent les éléments de langage de tel ou tel camp, tout en se réclamant de la neutralité journalistique. Une situation qui brouille les repères du public et fragilise la confiance dans les médias. Interrogé sur cette tendance, un rédacteur en chef d'un quotidien de la place, sous couvert d'anonymat, confie : « Il y a une frontière ténue entre *opinion et information. Mais quand un journaliste commence à militer en douce, à pousser des agendas, il trahit la profession.* » Au Sénégal, le Conseil national de ré-

gulation de l'audiovisuel (CNRA) rappelle souvent à l'ordre certains médias pour traitement déséquilibré. En mars 2023, en période de tension politique préélectorale, le CNRA a de nouveau adressé un communiqué à tous les médias audiovisuels, leur rappelant l'obligation de neutralité, d'équilibre dans le traitement de l'information, et de respect de la dignité humaine. Février 2021, lors des tensions autour de l'affaire Ousmane Sonko, le CNRA a mis en garde plusieurs chaînes de télévision, notamment Walf TV, Sen TV et Zik FM, pour des traitements jugés déséquilibrés, des commentaires partisans et des diffusions de propos de nature à troubler l'ordre public. En France, le Conseil de déontologie journalistique et de médiation a récemment été saisi pour des propos jugés militants diffusés sous couvert de reportage.

Alain Leuwat

Vox pop

Le militantisme politique est-il compatible avec le journalisme ?

Georges Alain Boyomo, directeur de la publication de Mutations

« Honnêteté et équilibre »

Le journaliste est d'abord un citoyen libre d'avoir des convictions politiques, d'avoir des convictions idéologiques, qui peut adhérer à un parti politique. Mais lorsqu'il prend sa plume de journaliste, lorsqu'il prend son micro de journaliste, il faut bien qu'il se fonde dans le moule de journaliste. Il faut bien qu'il soit en phase

avec les canons du journalisme. Il faut garder cette capacité de contact et de distance, c'est-à-dire qu'il faut avoir en permanence à l'esprit cette distanciation critique lorsqu'on est journaliste. Il y a bien des journalistes de la place qui sont militants, soit du Manidem, soit du RDPC, qui sont même grands conseillers à la Mairie. Mais lorsqu'ils font œuvre de

journalisme, ils prennent de la distance, ils prennent des précautions, ils revêtent la tunique de journaliste. Lorsque c'est fait, il n'y a pas de mélange de genre. La neutralité c'est un peu comme une asymptote, un idéal. De plus en plus, on parle d'honnêteté et d'équilibre. Je pense que si un journaliste est honnête et équilibré, même s'il a

par ailleurs une carte d'adhésion à un parti politique, il peut tout à fait s'exprimer de manière professionnelle. Je pense que le journaliste, lorsqu'il est bien formé, lorsqu'il est bien imprégné des canons de sa profession, il ne peut pas facilement déraiper. Il se doit d'abhorrer la casquette de militant lorsqu'il écrit ses papiers.



Jules Elobo, chef de chaîne Magic Fm

« Incompatibilité avec le rôle à jouer »

Quand on est journaliste, on a un rôle précis à jouer, c'est-à-dire informer, éduquer les masses. Maintenant, si au-delà de ça, on est militant politique, on est militant dans une formation politique, ça devient autre chose. Donc, il faut faire la part des choses. Je pense qu'il y a incompatibilité avec le rôle qu'on est appelé à jouer. C'est dans ce cadre-là que par-

fois il est demandé aux journalistes militants, pendant des périodes électorales comme celle-ci au Cameroun, de se départir, d'abandonner un peu leur casquette de journaliste, s'ils veulent se consacrer aux activités politiques, surtout s'ils ont des ambitions politiques. Il ne faudrait pas qu'il ait un mélange de genre, qu'il y ait confusion dans le travail qu'on est appelé à faire. Quand on est mi-

litant, on est appelé à défendre une cause, on est appelé à faire valoir un certain nombre d'idées. Et donc là, ça ne rentre plus dans le cadre du travail du journaliste. Il me semble que c'est assez compliqué. C'est assez difficile, véritablement, surtout quand on est journaliste politique. On peut être militant dans un parti politique, peut-être être journaliste sportif, peut-être que

ça peut passer. Peut-être, je dis bien. Mais si on est journaliste politique et qu'on est militant dans un parti politique, c'est un peu compliqué de pouvoir faire la part des choses. Le journaliste, s'il est militant, aura toujours tendance à faire valoir ses opinions, ou même son engagement politique dans ses différentes productions médiatiques.



Jean Patient Tsala, président du Syndicat national des journalistes du Cameroun-Section du Centre

« Ça doit être déclaré par le journaliste »

Parlant du journalisme et de l'attitude que le journaliste doit avoir et sa responsabilité, il n'est interdit nulle part à un journaliste de militer dans un parti politique. Aucun texte, sauf s'il y a un pays peut-être qui m'échappe, mais dans aucun pays il n'est interdit. Vous avez des journalistes qui sont dans des partis politiques qui

accompagnent des candidats aux élections clairement identifiées. Le journaliste qui a un appétit politique ou alors un penchant politique avec une chapelle, doit le dire au public. A ce moment là, il se considère comme journaliste de tel ou tel bord. C'est là où se trouve tout le problème, parce qu'en réalité, ceux qui, dans l'hypocrisie, ne le disent pas, sont de

mauvais journalistes. Il faut déclarer officiellement que chacun sache quel est votre penchant idéologique pour que vos informations, quand elles seront diffusées, vos opinions, vos prises de position, vos genres journalistiques que vous allez utiliser, qu'on sache que celui-là, c'est clair que lui, il est du RDPC ou bien de l'UPC ou du MRC. Ça doit être déclaré par le jour-

naliste. Si ce n'est pas déclaré par le journaliste, c'est une supercherie. Techniquement, c'est très mauvais, parce qu'en réalité, vous êtes en train de créer des embuscades pour un peuple qui attend de vous des informations que vous allez diffuser.



Chetah Bile, journaliste Crtv

« Séparer les faits des commentaires »

Un journaliste est un citoyen comme un autre. Il a sa propre opinion sur la marche des affaires publiques, y compris politique. Ce qui est demandé au journaliste c'est de dire les faits tels quels. Et de les séparer de ses commentaires.



Thomas Atenga

« 80% des médias sont contrôlés par des hommes de pouvoir »

A l'heure de la fièvre électorale au Cameroun, le professeur des universités, spécialiste des sciences de l'information et de la communication, met en garde sur le choix à faire : notre survie comme société humaine civilisée ou le basculement vers l'horreur.

Si les règles du journalisme sont universelles, comment comprendre que le discours journalistique soit si différent d'un contexte à l'autre et d'un média à l'autre ?

Ce ne sont pas les discours journalistiques qui sont universels, mais les savoir-faire. Partout sur la planète, la vérification, le recoupement, le principe de la pyramide renversé ont le même sens. Par contre, le journalisme s'exerce toujours dans un contexte, un environnement politique, économique, socioculturel particulier. Ce qui en fait une pratique professionnelle contextuelle dans son essence même. D'un média à un autre, en fonction du contrat de communication qui existe entre ce support et ses audiences, les stratégies éditoriales ne peuvent pas être les mêmes. C'est la nature même de la matière première de tout média qui le veut, à savoir, l'information.

Doit-on conclure qu'il y a une différence entre le journalisme et la presse, ou que la presse ne pratique pas toujours le journalisme ?

Le journalisme désigne une technicité intellectuelle qui se traduit par la maîtrise des savoir-faire appris soit sur le tas, soit dans une instance académique. Depuis ses origines, il a évolué en quatre grandes phases : le journalisme de colportage (annonce de naissances, baptêmes, décès, faits divers, etc.), le journalisme d'opinion, le journalisme d'information et, aujourd'hui, ce qu'on appelle le journalisme de communication. La presse quant à elle n'est qu'un support, un moyen pour faire passer une information, un message. Son management obéit à des principes économiques et entrepreneuriaux spécifiques. Presse et journalisme ne peuvent donc pas être confondus.

Comment ce déphasage entre la théorie et la pratique se manifeste-t-il lorsqu'il s'agit de l'information politique et en période de compétition politique ?

Nous avons indiqué dans la précédente réponse que nous sommes aujourd'hui à l'âge dit du journalisme de communication. Il devient par conséquent très difficile de nos jours, de distinguer l'information de la communication. C'est déjà vrai en temps ordinaire, ça l'est davantage encore en période de compétition politique qui est malheureusement permanente dans toutes les sociétés. En période de compétition politique, comme c'est le cas actuellement au Cameroun, l'écosystème journalistique est très brouillé. Il n'est pas facile de distinguer le journaliste reporter et le journaliste supporter soit par conviction partisane, soit par corruption. Il devient dès lors compliqué d'attendre des médias et des journalistes qu'ils soient équitables dans le traitement de l'information. Le cas camerounais est d'autant plus préoccupant que l'ensemble de la presse se trouve dans une situation de crise économique endémique qui la contraint à tout type



de marchandages avec tout type de donneurs d'ordre.

La ligne éditoriale peut-elle être une justification valable ?

Pour survivre dans cet environnement des médias et des journalistes entièrement lumpénisés, parler de ligne éditoriale devient factice. Tous les médias camerounais s'inscrivent dans des stratégies de captation des ressources d'où qu'elles viennent, principalement des acteurs du système en place. Aujourd'hui, près de 80% des médias camerounais sont contrôlés par des hommes et femmes proches du système de pouvoir qui ont préempté l'essentiel des richesses nationales. Il faut donc davantage parler de stratégie éditoriale que de ligne éditoriale. Une ligne, une fois qu'elle est tracée, a une matrice inflexible. Une stratégie est par nature conjoncturelle, opportuniste. Au Cameroun, la stratégie éditoriale opportuniste prime sur le professionnalisme et sur la ligne éditoriale au sens où vous l'entendez.

Quelles sont les dérives des médias dans le champ politique camerounais ?

Une infime partie des médias camerounais se battent pour rester professionnels, dans un contexte économique et sociopolitique très rude. Les dérives sont à la fois structurelles et systémiques. Les dérives structurelles renvoient au manque de formation, à la très faible spécialisation, à l'emprise du journalisme assis parce que les réseaux sociaux numériques dictent désormais le menu de chaque conférence de rédaction avec pour conséquences le faible niveau de précision, de vérification, de recoupement, la primauté des commentaires sur les faits, etc. Les dérives systémiques relèvent de la condition sociale toujours plus que précaire des journalistes, la non application de la Convention collective, le rôle trouble de l'Etat qui est à la fois propriétaire des médias

et garant de l'intérêt général qui est le droit à l'information des citoyens. Dans cette configuration, il travaille à renforcer la puissance de ses médias en affaiblissant le reste du champ socioprofessionnel des médias et du journalisme.

On parle d'une presse partisane qui se distingue d'une presse qui serait non partisane. Au regard du positionnement des médias dans l'environnement camerounais, peut-on réellement dire qu'il existe une presse non partisane ?

De mon humble point de vue, il est difficile de parler d'une presse non partisane. Dans aucun pays au monde d'ailleurs, cela est possible. Le journaliste est d'abord un citoyen qui a des croyances, des préférences, des émotions, une intelligence sociale. Il a donc naturellement aussi des inclinations politiques. Ce qu'on demande aux médias et aux journalistes, c'est l'équité dans la mise en récit des nouvelles d'actualité. Toujours donner la parole à tous les acteurs et rester professionnels dans la relation des faits en appliquant ce qu'un chercheur appelle la grille véritale pour servir une information de qualité au citoyen (exactitude, précision, complétude, vérification, recoupement, séparation fait/opinion, investigation, etc.)

Au Cameroun, le journal L'Action apparaît comme le média partisan par excellence par sa structuration et sa permanence. Le mélange des genres (presse partisane, presse non partisane, presse d'opinion, presse patriote, etc.) est-il finalement lié au déficit d'une presse partisane diversifiée ?

La structure capitaliste du journal L'Action mérite d'être interrogée. Comment un parti dont les caisses sont vides réussit-il à faire vivre un journal dans un contexte de crise économique endémique de la presse imprimée ? Dans une société où la gouvernance est transparente, la question mérite d'être investiguée. Au demeurant, là où

le RDPC mise sur L'Action, d'autres partis misent sur une stratégie numérique qu'ils estiment plus performative. Au début des années dites du printemps démocratique, les principaux partis avaient chacun un journal. SDF Echos, etc. Ces initiatives n'ont pas vécu longtemps pour diverses raisons. Le véritable débat c'est celui de l'accès de toutes les opinions dans les médias publics financés par les ressources de tous les Camerounais.

Si la presse s'adresse à un lectorat ou à un public, est-ce qu'elle peut ignorer l'électorat ?

Les publics d'un média sont des électeurs potentiels s'ils jouissent de leurs droits civiques et s'ils sont en âge de voter. Les publics d'un média sont complexes et pas toujours homogènes. C'est pourquoi il est difficile pour un support de traiter son audience comme un lectorat homogène. Le traitement de l'information doit par conséquent toujours être le plus professionnel possible dans un contexte où on parle du public zappeur, du public flottant qui consomme l'information à la carte. Quand il a besoin d'une information institutionnelle, il sait où la trouver. Quand il a besoin d'une information critique, il sait où la trouver.

La presse est-elle dans des contradictions ou dans des choix assumés ?

Partout dans le monde, la presse est inscrite dans des dynamiques sociales complexes, contradictoires ou paradoxales. La presse camerounaise ne fait pas exception. La situation est néanmoins singulière au Cameroun du fait du système politique qui a fait le choix de ne pas contribuer à la consolidation du champ socioprofessionnel des médias et du journalisme comme champ viable pour ses acteurs. Les acteurs eux-mêmes ne s'organisent pas de manière disciplinée pour faire triompher leurs intérêts et la sauvegarde de leur métier. Ceux qui veulent contrôler l'opinion

l'ont compris et jouent sur cette complexité par divers types de contraintes et de diligences.

Les stratégies, les artifices discursifs et les subterfuges rhétoriques souvent convoqués par les journalistes traduisent-ils le malaise ou la difficulté à faire du journalisme et du militantisme politique en même temps ?

Même dans les écoles de formation réputées, on est sorti du mythe professionnel de l'objectivité du journaliste pour une approche plus humaine fondée sur l'équité. Il ne s'agit pas de subterfuge, mais du retour à la réalité de ce que, un journaliste est d'abord un être humain avec ce qu'un auteur appelle des émotions, des sentiments, des partis pris. Il devient un professionnel aguerri en les transcendant en appliquant les principes qui ont fait la gloire de ce métier.

Il y a forcément une tension entre la conjoncture politique et la déontologie ou les compétences professionnelles. Comprenez-vous cette tension ?

C'est ce que nous essayons de dire depuis le début. Dans les colloques, les ateliers de formation, etc., la question du journaliste être humain désincarnée est désormais désuète. Le journaliste est fils ou fille de son temps. Sa ceinture de sécurité, son air bag, c'est son référentiel de bonnes pratiques tel que contenu dans la grille véritale qui lui permet de toujours se poser la question de la valeur informative de ce qu'il ou elle veut publier à savoir : l'opportunité, l'impact, l'intérêt, la saillance, la nouveauté.

Que doit-on craindre en période électorale comme celle dans laquelle se trouve le Cameroun ?

Les forces et faiblesses du champ socioprofessionnel des médias et du journalisme au Cameroun sont connues. Il n'y a donc rien à craindre dans notre landerneau médiatique. La préoccupation la plus importante est de savoir est-ce que tous les acteurs vont mettre le Cameroun et son avenir au-dessus de leurs intérêts du moment pour garantir notre survie comme société humaine civilisée ou alors allons-nous faire le choix du basculement vers l'horreur au nom de la conservation éternitaire du pouvoir ?

Dans le discours journalistique, l'opinion est autorisée à travers des genres rédactionnels. Au final, le journalisme peut-il être apolitique ou non partisan ?

Les faits sont sacrés et les commentaires libres tel qu'il est constamment rappelé. Les commentaires sont des genres journalistiques. Le journalisme a des fonctions sociales à remplir (informer, éduquer, divertir). Ce sont des missions de service public que l'Etat délègue à des acteurs particuliers à qui il demande des comptes par divers types de dispositifs réglementaires. Le journalisme est par conséquent un métier politique dans son essence même. Il s'exerce toujours dans une société organisée et régie par diverses formes de conventions socioculturelles qui sont des formes de manifestations du politique.

Propos recueillis par Assongmo Ncedem

Sine Tum

« Retrouver mes racines me rend invincible »

Lauréat et grande révélation de la première édition du concours Africa Star en 2008, le chanteur camerounais est un talent unanimement reconnu. Sa carrière s'est poursuivie loin des projecteurs et de son pays. Après le temps de la rédemption, le garçon de Bamenda est rentré s'installer au Cameroun et annonce l'album « Revelation ». Sidney a fait son retour sur scène le 11 mai 2025 lors du Remember Marley Festival à Yaoundé.

Vous êtes de retour au Cameroun après 10 ans d'absence. Comment vous sentez-vous ?

Je me sens comme une plante qui a retrouvé ses racines. Parce que, vivre à l'étranger, c'est très bien. Évoluer à l'étranger, c'est vraiment un challenge en tant que noir. Un black boy qui va à l'étranger pour se chercher, ce n'est pas facile. Et quand on arrive à se démarquer là-bas à l'étranger, on sait bien qu'on a quelque chose de spécial à offrir au monde. Mais ce qui est puissant, c'est quand on revient au pays et on retrouve ses racines. Du coup, on comprend que quand on puise dans ses racines, on devient encore plus fort. Alors, 10 ans sans revenir au Cameroun, j'étais comme un orphelin. Certes, je me suis démarqué à l'étranger, mais revenir au Cameroun et retrouver mes racines, ça me rend encore invincible.

Et quand vous revenez, vous choisissez de chanter dans un festival de reggae, le « Remember Marley Festival ». Pourquoi avoir choisi cette opportunité pour revenir sur scène ?

C'est une opportunité vraiment incroyable pour moi de venir et de chanter au Remember Marley Festival organisé par le Centre culturel Ubuntu. Quand je suis retourné au Cameroun, je suis allé en studio pour faire un album, parce que je n'avais pas le temps et l'espace pour être vraiment créatif. Pour faire un album, tu dois premièrement prendre du temps pour toi-même afin de créer. Donc j'avais la chance car, je pouvais avoir l'espace et le temps pour moi. Depuis que je suis rentré au Cameroun, j'ai été en studio lors des huit derniers mois. Quand j'ai fini d'enregistrer l'album, j'avais vraiment besoin de prendre de l'air. Quand j'ai eu l'invitation pour le Remember Marley Festival, j'ai compris que je devais le faire. En plus Yaoundé est une importante plateforme lorsqu'on parle de musique au Cameroun, parce que l'atmosphère à Yaoundé est très différente de Douala. A Yaoundé, les artistes sont davantage dans la créativité, ils travaillent plus ensemble, ils travaillent sur des projets. Et j'étais très heureux d'avoir cette opportunité de venir voir ce que Ruben Binam a fait, la plateforme et la structure qu'il a mise en place, le Centre culturel Ubuntu. C'est bénéfique pour moi et pour les autres artistes camerounais.

Que représente Bob Marley pour vous ?

Pour moi, c'est un modèle. C'est un artiste africain ou un artiste noir, comme je peux le dire, qui s'est démarqué dans le monde, qui a imposé sa voix, qui a nourri le monde avec sa musique qui est une musique très consciente, qui est une musique qui a aidé

dans l'évolution de la conscience humaine. Parce que l'être humain, quand tu regardes dans son passé, il a passé tellement d'étapes où il y avait le racisme, et il y en a toujours, mais des gens comme Bob Marley ont joué un rôle énorme pour éveiller les consciences. Et même jusqu'aujourd'hui, cette musique est toujours là, elle est immortelle. J'ai été bercé par cette musique. J'ai commencé ma carrière en écoutant du reggae, du Bob Marley. Et pour moi, venir interpréter sa musique, venir ici chanter du Bob Marley, il n'y a pas meilleure manière de rendre hommage à un génie, une légende, un maître, un master, un maestro.

Est-ce qu'il y aura du reggae dans votre projet musical en préparation ?

Évidemment, mon album, c'est un album très global parce que j'ai eu beaucoup d'expériences dans la musique. J'ai chanté différents styles de musique dans les cabarets. Alors, je ne veux pas me mettre dans un cadre comme un artiste qui ne fait que de l'afro, qui ne fait que ceci ou cela. Non, je fais tout, et ça va être découvert dans mon album. J'explore tous les différents styles de rythme afro, de reggae, du RnB, et peu importe. C'est juste la musique, c'est de l'énergie que je mets et je veux mettre la musique, comme je dis raw music with good message. Comme mes modèles, comme Bob Marley, je veux faire une musique qui est éternelle.

C'est pour quand la sortie de cet album et ce sera avec quel label ?

Pour l'instant, c'est tellement confus, parce que j'ai beaucoup enregistré. Je suis peut-être à 20 chansons déjà enregistrées, mixées, masterisées. Avec la team, on est en train de réfléchir quelle est l'approche. Peut-être, il faut sortir un album A, puis un B. Mais en tout cas, le titre de l'album c'est Revelation. Il y aura Revelation 1, puis vous aurez Revelation 2, Revelation 3. C'est très biblique. D'abord la révélation c'est dans la Bible, comme vous pouvez le savoir. Je pense qu'il est temps de révéler. On est dans l'ère de la révélation et il est temps de révéler la vérité qu'on ne peut plus cacher. Parce que la médiocrité a toujours combattu l'excellence. Les gens faibles sont capables de se mettre ensemble pour combattre ceux qui sont forts, mais on ne peut pas ignorer ce qui est vrai. On ne peut pas ignorer la vérité, car la vérité, elle vous regarde en face. Je pense qu'aujourd'hui le Cameroun, la conscience du continent africain, cette jeunesse, c'est une jeunesse qui veut maintenant écouter la vérité. Elle veut voir la vérité. Et c'est ce que j'apporte dans ma



musique. C'est pourquoi je l'appelle révélation. Je m'inspire de la Bible, je m'inspire de l'histoire de l'humanité et j'apporte ma part de petites contributions pour éveiller les consciences.

17 ans après Africa Star et votre révélation au monde, quand vous regardez en arrière que voyez-vous ?

Quand je regarde 17 ans après, je ne peux que remercier Dieu ; parce que tout ce qui m'est arrivé dans la vie m'aide à être l'homme que je suis aujourd'hui. Je ne suis pas un artiste parce que je veux devenir célèbre ou parce que je veux gagner des millions de francs. Je suis un artiste parce que c'est ce que je suis. Je dors, je me réveille la nuit, je suis un artiste. Alors si la télé, les caméras sont sur moi, tant mieux. Si ce n'est pas sur moi, ça ne change rien. Je suis toujours l'artiste que je suis. Alors je ne suis même pas là en train de courir. J'existe, je suis déjà là.

L'album Revelation est-il l'aboutissement de ces années passées à l'extérieur et des expériences vécues ?

Ah oui oui. L'album Revelation c'est ma passion, ce sont mes expériences artistiques, tout ce que j'ai pu accumuler sur mon chemin. C'est cela que je suis en train de déverser parce qu'il y a quelque chose à l'intérieur de moi et je ne peux pas la garder. Il faut que je la sorte à travers des albums. Et dans cet album, ce sont toutes ces choses qui sont là, qui sortent. C'est thérapeutique pour moi, cet album. J'espère que pour les gens aussi qui vont l'écouter, ça va être thérapeutique.

Quelles sont les étapes que vous avez l'impression d'avoir franchies pendant votre exil ?

On peut dire que si tu veux te connaître, il faut aller dans le désert. Parfois, il faut se perdre pour se retrouver. Et en grandissant au Cameroun, en tant qu'un

gars de Bamenda, qui est venu depuis Bamenda, qui s'est imposé dans les villes comme Douala, Yaoundé, Dschang, et qui a fait son chemin et qui a pu gagner une certaine notoriété, et puis a pris encore le risque d'aller dans un pays arabe comme le Maroc pour s'imposer là-bas, ce n'est pas un chemin facile. Parce que dans chaque étape, on va trouver des choses qui peuvent décourager. On va trouver la marginalisation, on va trouver le racisme, on va trouver tout ce qui peut te bloquer. Mais je pense que l'homme, ce sont ses pensées, c'est l'énergie qu'il émet. Et dans chaque milieu, chaque société, chaque communauté où je suis arrivé, j'ai toujours ajouté de la valeur. Et en ajoutant de la valeur, ça a permis que je reçoive aussi l'amour des gens en retour. Et du coup, je ne suis pas une victime. Je pense que pour ceux qui me reconnaissent, je suis peut-être une solution, un frère, un ami. En voyageant, en me mettant dans les situations inconfortables, ça m'a fait découvrir qui j'étais, mon potentiel. Aussi, ça m'a fait découvrir des êtres humains et comprendre que dans n'importe quelle société, il y a des gens bien et des gens mauvais. Et du coup, ça me donne une ouverture d'esprit pour regarder le monde en tant qu'artiste.

Après le temps de la réalisation de ton album, vas-tu repartir ou bien c'est un retour définitif ?

Je reviens au Cameroun parce que le Cameroun c'est ma base, c'est mon pays. Naturellement, j'ai un droit d'exister ici comme un Camerounais, comme nous tous. Et aller vivre à l'étranger, c'est très bien, mais il faut toujours comprendre que quand on est dans son pays, on est dans son pays. Je suis revenu au Cameroun avec beaucoup d'expérience. Le Cameroun, c'est ma base. Maintenant, certes, j'ai d'autres business à

faire dans d'autres pays, mais je reviens au Cameroun vraiment pour m'installer définitivement. Je serai toujours dans les mouvements, des sorties comme tout artiste, mais je suis au Cameroun. Alors si vous voulez me contacter, si vous voulez que je vienne chanteur, même dans votre anniversaire, appelez-moi mon frère, je viendrai chanter.

Sur scène, pourquoi présentez-vous des excuses aux Camerounais ?

Je demande des excuses parce que quand je suis revenu, j'ai vu dans le regard de certains jeunes comme une sorte de déception, j'ai senti cela, des reproches me disant comment tu nous a laissés, tu nous a fait rêver, tu nous as fait voyager ; puis on ne t'a plus vu, nous t'avons suivi et tu nous as laissés tomber. Alors je leur présente des excuses. Je leur dit que pour ma santé mentale, pour que je retrouve mon plein potentiel, il fallait à un moment que je quitte un peu les milieux dysfonctionnels qui me pesaient dans l'esprit, qui pouvaient m'empêcher à devenir un homme que je ne suis pas. Je suis un homme de paix, un homme d'amour, je suis là pour partager, il fallait que j'aie retrouver toute mon énergie, tout ce que je suis, pour pouvoir revenir avec une santé mentale forte, pour être l'homme qu'ils connaissent, le gars qui est là pour partager l'amour, le bonheur, voilà c'est cela. Je leur présente des excuses. Je demande aussi de me comprendre. Ce n'est pas facile. Au lieu d'avoir un gars fou, c'est mieux qu'il disparaisse même pour 10 ans.

Qu'est ce qui faisait tant problème dans notre environnement pour que le départ devienne si vitale pour vous ?

Ce qui se passe c'est que les gens sont parfois en mode compétition avec les autres. Quand on vit dans un environnement et qu'on apporte l'excellence, certaines personnes se sentent frustrées et elles se disent que c'est toi le problème. Or, si ton frère est capable d'aller dans la forêt, attraper l'éléphant et le ramener au village, va demander à ton frère qu'il t'apprenne à attraper aussi l'éléphant, pour que vous ramenez plus d'animaux au village. Ne cherche pas à tuer ton frère. Si tu tues ton frère, il n'y aura pas de viande au village. Toi tu n'es même pas capable d'aller attraper l'éléphant, mais tu veux tuer celui qui en a la science. C'est ça le problème. Quand on ramène l'éléphant au village, on se dit qu'on va célébrer, manger la viande, les frères vont venir s'inspirer, le village sera plus riche et on va exporter la viande d'éléphant. Mais si les frères cherchent plutôt à couper la tête de celui qui attrape l'éléphant, comment le village aura l'éléphant. C'est juste une manière de parler, de faire comprendre ma frustration.

Propos recueillis par Assongmo Ncedem

E. Képombia revient avec un cocktail d'émotions

Depuis juillet 2025, le public africain redécouvre le travail du réalisateur camerounais avec la série « Révélations scandaleuses ».

Revoici Ebénézer Képombia, alias Mitoumba, qui promène son regard de cinéaste tel un miroir de la société. Le résultat est une série qui provoque des émotions fortes, au cœur de grands suspens. « *Révélations scandaleuses* », du réalisateur camerounais, produite par Chambeny Entertainment, sortie en juillet 2025 et en diffusion sur la chaine A+, explore les réalités du monde des médias et braque ses lumières sur des scandales potentiels. Des hommes de médias, journalistes,

blogueurs et lanceurs d'alerte sous le prisme de la malhonnêteté et de la méchanceté. La corruption, la vente de produits frelatés, l'influence des mécènes sur la presse, la gestion des dons, et la recherche de l'argent facile sont là les thèmes abordés. La série présente aussi des journalistes qui font preuve d'amour et de passion pour leur métier. Quand, soudainement, tout bascule, Daga Lufchanci découvre l'existence des boissons frelatées vendues sur le marché. Malgré des avertissements, il décide

d'investiguer sur cette affaire. Ce qui va changer le cours de sa vie. Daga va se faire kidnapper par des brigands et se retrouver en danger de mort. Myriam Lufchanci, son amour, va se lancer à sa recherche malgré les dangers. Intimidée par l'organisation des faussaires et dissuadée par certains membres de sa famille, Myriam décide de suivre son cœur et se bat pour faire éclater la vérité. Déterminée à élucider un trafic de boissons frelatées après l'enlèvement de son fiancé, elle est suivie dans un complot, face à une or-



Révélations Scandaleuses.

ganisation criminelle bien structurée, dirigée par le redoutable Mamba. My-

riam doit faire preuve de courage et de persévérance pour mener son enquête à terme. Une autre façon de dénoncer les maux de la société à travers le génie du 7ème art par Ebenezer Képombia. Le projet réunit des talents de renom venus de cinq pays africains, dont le Cameroun. Des acteurs de choix, tous à la hauteur du jeu attendu dans la série au regard de son ambition panafricaine. Parmi les actrices principales, on retrouve Ursule Peshanga, Black Line de la République démocratique du Congo dans le rôle de la procureure, Vanessa Patinvoh du Bénin en gendarme, Eva Guehi de la Côte d'Ivoire

incarnant Essono, la maîtresse de Mamba, et Celestia du Gabon dans le rôle du docteur. Sylvie Sintcheu, connue sous le nom de Tonga, est de retour dans une production d'Ebenezer Képombia, après plusieurs années de distance entre les deux. Une certaine opinion pense malgré tout, qu'il est important de renouveler les acteurs et de donner une chance aux jeunes talents. La série qui a connu huit mois de tournage, pour un résultat de qualité, captive depuis quelques semaines les cinéphiles très scotchés devant le petit écran.

Bertin Bidja

Patrimoine

Le rendez-vous de la renaissance

Esulan Meyon, ou festival ethnoculturel des peuples du sud et de la forêt, a livré sa première carte d'or à Ebolowa du 30 juillet au 2 août 2025.

« *Racine et renaissance : honorer le passé, inspirer l'avenir* », un thème d'une résonance singulière qui a donné le ton à la toute première édition festival ethnoculturel des peuples du sud et de la forêt, le festival Esulan Meyon. Plusieurs peuples partis du Gabon et de la Guinée Equatoriale, ont rejoint leurs frères au Cameroun, dans la ville d'Ebolowa, le chef-lieu de la région du Sud. Ils ont revivifié leur héritage culturel en perte de repères auprès de la jeune génération. Des fôns, des fangs, des toumous, des

boulous, des éwondos ainsi que les bassas ont brillé par une présence inconditionnelle rehaussant ainsi l'initiative qui est portée par une jeune promotrice, Stéphanie Mebiam. Le rendez-vous de quatre jours a connu comme moments majeurs, la leçon inaugurale sur la préservation du patrimoine du peuple bantou animée par le patriarche Bingono Bingono ; le tout couplé à la prestation de l'artiste ethnoculturel Zue Ella, qui a fait vibrer les notes du Mvèt autour du feu. Le Mvèt, un instrument de musique où les initiés s'adressent en toute sub-

tilité aux ancêtres, aux esprits, aux morts, aux gens de l'au-delà. Il est considéré comme la Bible des ékangs. Ces instants féériques ont marqué une soirée en « histoire-raconte » devant un public enthousiaste et assoiffé de bénéficier davantage des valeurs de la riche culture des peuples bantous. Dans la même ambiance, des belles expositions thématiques, des stands d'exposition sur le musée ethnographique des peuples de la forêt, la représentation d'une cuisine antique des peuples de la forêt, notamment chez les boulous, la représen-



Zue Ella, grand initié du Mvèt.

tation schématisée d'un salon ancien, appelé « aba », y compris la table mythique que l'on appelait « Ata'a vam », chargée en fruits naturels, exotiques et autres mets, où chacun

pouvait se servir sans aucun protocole, quand on arrivait dans un village ou une maison. Dans l'ensemble, le festival a enregistré 35 exposants aux prestations variées. 68 jeunes participants ont par ailleurs été formés gratuitement sur l'intelligence artificielle dans le but d'adapter la tradition aux nouvelles technologies. Pour le grand bonheur des visiteurs, de nombreux artistes, chanteurs et musiciens, bien connus de la scène camerounaise ont été présents lors des soirées spectacles : Calvino, Annie Anzouer, Patou Bass, Nyangono du Sud, Ob Jazz, Pasto et bien d'autres. Une belle fusion d'ambiance entre les héritiers de la culture

des peuples de l'eau et celle des peuples de la forêt, épousant littéralement l'expression « *ésulan meyon* ». L'initiative, pour un premier rendez-vous, a bénéficié du parrainage de l'autorité administrative et que quelques dépositaires du pouvoir ancestral. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le gouverneur de la Région Sud. Pour une première expérience, les organisateurs sont satisfaits et promettent de maintenir le cap tout en offrant de belles innovations afin que vive le patrimoine ethnoculturel des peuples du sud et de la forêt.

Bertin Bidja

Grand prix francophilie

Les champions du Mondial de la presse

Au-delà de la célébration des journalistes culturels, photojournalistes et médias culturels, le plaidoyer a été mené sur l'avenir de la profession et les conditions de vie des acteurs.

Le Grand Prix Francophilie des médias a livré sa 6ème édition le 27 juillet 2025, dans une ambiance pleine de maturité dans l'auguste salle du palais des Congrès. L'événement enregistre déjà, depuis sa 1ère édition, 193 finalistes en provenance de 19 pays du monde. Soit plus de 350 professionnels de l'information culturelle ayant bénéficié du programme d'autonomisation ; plus de 20 médias primés et 71 prix décernés, pour six champions hissés au

sommet du monde de la presse culturelle, toute catégorie confondue. Le nouveau sacre vient d'être remporté par la Sénégalaise Fatou Diouf qui succède à l'Algérien Rédha Menassel. Le rendez-vous 2025, tenu du 20 au 27 juillet sous le thème « *architecture* », a permis à 43 finalistes venus de 11 pays du monde, de profiter des belles opportunités qu'offrent ses différentes programmations, telles que le grand forum sur l'autonomisation des acteurs de la presse culturelle, les



Fatou Diouf du Sénégal, Grand Prix 2025, en compagnie du ministre de la Communication du Cameroun.

rapprochant des potentiels investisseurs et financiers pouvant soutenir la culture, les projets ou les entreprises de presse culturelle y com-

pris le partage d'expérience entre journalistes culturels et des personnalités publics. On note aussi des nombreux masters class qui,

cette année, ont outillé les finalistes sur deux principales thématiques : « *L'apport du marketing et de la communication digitale au journalisme culturel* » et sur « *L'apport de l'intelligence artificielle, des technologies au quotidien et des performances des journalistes culturels* ». La formation sur le Wikipédia était également parmi les modules. Comme autre plus-value, des talks qui permettent de comprendre le thème de l'année avec les professionnels du domaine et acteurs associés. Les participants de la 6ème Coupe du monde de la presse culturelle

se sont alors enrichis d'un nouveau lexique sur l'architecture et ont pu cerner son impact dans le développement des paysages environnementaux, ceci grâce à la collaboration avec l'ordre national des architectes du Cameroun (Onac). L'édition 2025 du Grand Prix francophilie des médias a aussi gagné deux audiences accordées par les ministères parrains à l'événement : les ministères de la communication et des arts et de la culture dans le but de situer l'avenir de la profession du journalisme culturel.

Bertin Bidja

Le délabrement des infrastructures accélère le mal-être social

Au Cameroun, les routes, le chemin de fer, les aéroports... sont en piteux état. C'est le reflet de l'attention que les pouvoirs publics accordent à la gestion de la chose publique.

Routes coupées depuis des décennies, où les cratères le disputent aux crevasses, largement béantes. Routes parsemées de nids de poules, aux contorsions chaque jour, toujours plus saignantes. Routes entravées de rigoles, qui geignent sur une bonne partie des trottoirs et même des voies. Trottoirs inexistant, lézardés par des crevasses béantes, qui font craindre à chaque pas une chute. Etc. Le spectacle est des plus désolant et révoltant, pour la plupart des infrastructures routières du pays. Les routes, dans le Nord et l'Extrême-Nord, dans les régions du Centre, du Sud, de l'Est à l'Ouest, sont des plus exécrables. Elles constituent un véritable calvaire pour les populations. Déjouant la prudence des conducteurs, elles sont très souvent sources et causes des accidents de la circulation. Ceux-ci s'amoncellent à la pelle, au fur et à mesure des années de négligence et de gloutonnerie excavatrices des fonds pourtant alloués à leur entretien. Les routes sont ainsi devenues des vecteurs de nos malheurs.

L'état de ceux-ci, tend à démontrer les fanges de nos incuries, et l'amplitude de nos avaries, sur le chemin de nos fortunes criminelles. Les insouciances pour le bien public, constituent la chose la mieux partagée, dans le sillage de nos jérémiades hypocrites. Les routes sont ainsi devenues l'expression de nos catastrophismes et l'expressivité de notre acharnement à rompre d'avec l'éthique. Elles constituent désormais la coalescence de nos défaitismes et la symbolique de nos fatalités. Au lieu d'être le terreau de notre expansion, elles sont devenues les antres de nos dépendances et les ferments de notre arriération.

Coupure de l'axe Douala-Yaoundé et accident ferroviaire à Eséka

Il en est des infrastructures routières comme celles ferroviaires. Le 21 octobre 2016, un accident de train se produisait à Eséka, laissant officiellement 79 morts sur le carreau et 551 blessés. En cause, un afflux de passagers sur les rampes, une surpopulation dans les voitures, due justement

à une coupure de l'axe routier Douala-Yaoundé. De fait, ce jour-là, le trafic routier entre Yaoundé et Douala était coupé dans la matinée au niveau de Manyā dans la commune de Matomb sur la route nationale n°3, en raison de la rupture d'un aqueduc. A cet égard, le staff dirigeant de Camrail, fit preuve d'une cupidité à nulle autre pareille. Pour des raisons de surprofitabilité, il fit passer les intérêts financiers avant ceux de la sécurité. En effet, le train avait accroché à sa locomotive 16 voitures, au lieu de neuf habituellement, augmentant ainsi ses capacités, entre 1 200 et 1 300 passagers. C'est une combinaison des défauts du couple route/rail, qui conduisit ainsi à la pire des catastrophes de l'histoire ferroviaire du pays, projetant ainsi vers les abîmes des centaines de vies humaines qui croyaient avoir fait le bon choix pour leur permettre de se rendre à leurs occupations quotidiennes. Le comble, c'est que neuf (9) ans après, ni les pouvoirs publics, ni la Camrail, entreprise privée en charge des transports ferroviaires, n'ont procédé au moindre chamboulement encore

moins à des démissions dans leurs structures internes, question de redimensionner quelque peu le système. Circulez, il n'y a rien à voir.... Pourtant, dans nos contrées, le délabrement des infrastructures ferroviaires est patent. Il se traduit par des déraillements par centaines au cours de l'an, des ralentissements sur les tronçons les plus désaffectés et des retards records devenus chroniques sur les différentes destinations. A l'heure des trains à grande vitesse, des innovations qui surclassent le temps et l'espace, l'activité ferroviaire au Cameroun est encore dominée par des technologies qui datent de la deuxième, voire de la première guerre mondiale. Ici, le temps a suspendu son vol, cependant que le progrès retient son souffle. Les rampes s'arc-boutent sur elles-mêmes, laissant désemparés les partisans du progrès. Au même moment, l'on parle de tramway à Dakar, de TGV au Nigéria, du métro en Côte d'Ivoire, en Algérie ou au Maroc ; sans que cela n'émeuve qui que ce soit, puisque ces outils font partie des technologies modulaires désormais consi-

dérées comme basiques pour un pays. Il en est des routes et du rail, comme du transport aérien. De fait, il y a longtemps qu'on a fait croire aux Camerounais que le transport par la voie des airs était trop luxueux pour eux et, de ce fait, hors de leur portée. A cet effet, Camair Co, la compagnie nationale, a été progressivement chassée des aéroports internationaux pour des raisons de non remplissage d'un certain nombre de principes, dans le cahier de charges inhérent à l'exploitation des aéronefs dans les lignes internationales. En conséquence, ses avions ne peuvent plus procéder qu'à des liaisons internes. Ici, aussi, bon nombre d'aéroports ne sont guère plus opérationnels, faute d'avions, faute d'entretien, faute de politique innovatrice ou incitatrice. Dans le même temps, les compagnies telles Kenyan Airways, Ethiopian Airlines, etc, crèvent l'écran au niveau international et sont parfois classés parmi les meilleures du continent.

C'est dire qu'au Cameroun, nous avons encore fort à faire pour refuser la médiocrité comme modèle et la fatalité comme destin.

T.K.M

Voirie urbaine La ville de Yaoundé va-t-elle panser toutes ses blessures?

A l'approche de l'élection présidentielle, plusieurs chantiers de réhabilitation de routes sont en cours dans la capitale. Celle-ci peut-elle renaître de ses cendres?

Goudron arraché, gravier jonchant le sol, amas de béton obstruant la route. Au lieu-dit Biscuiterie Biyem-Assi dans le 6ème arrondissement de Yaoundé, les cache-nez, accessoires vulgarisés durant la pandémie du Covid-19, sont à nouveau de mode. A chaque passage d'une moto, une épaisse brume de poussière s'élève et couvre les marchandises sur les comptoirs le long de cette rue. Les commerçants ont renoncé à protéger leur marchandise de cette saleté. « Les travaux sur cette route ont réduit sa fréquentation. Les clients sont déjà rares. S'il faut encore couvrir nos marchandises, on ne s'en sortira pas. Ce n'est que la poussière, les clients vont laver les fruits avant de les consommer », nous confie Géneviève, vendeuse de fruits dans la zone. A l'autre bout de cette rue, au lieu-dit carrefour Obili, les grues de la société Construction moderne du Cameroun (Cmc) obstruent le passage. Le bitume a été arraché. La circulation sur cette voie est bloquée. Ce qui agace profondément les usagers de la route. « Vous

vous rendez compte ! En venant de Biyem-Assi pour déposer les clients au carrefour Obili, il faut aller contourner par Acacias pour le même montant. C'est un manque à gagner terrible », se plaint Dylan, un chauffeur de taxi. Les conducteurs de moto ont trouvé une autre parade. Un passage étroit tout près de l'Institut des relations internationales du Cameroun (Iric) qui débouche non loin du Carrefour Obili. Sur cette route réputée pour ses nombreuses agences de voyage, les travaux vont bon train. C'est également le cas sur l'axe Marché Melen-Carrefour GP Melen. Ce tronçon, bien que déjà achevé, a encore une de ses voies d'accès bloquée. Celle venant du quartier Etoug-Ebe. Prochaine escale, l'axe Carrefour Vogt-Basilique Mvolyé. Le goudron arraché et le gravier déversé à même la chaussée traduisent les travaux qui s'y déroulent. C'est le même spectacle sur l'axe partant du Cetic de Ngoa Ekelle jusqu'au Carrefour de l'Ecole des Postes. Le rond-point de la Poste centrale n'échappe pas à cette vague de



Route en chantier barrée au carrefour Obili.

travaux dans la ville de Yaoundé. Il est pratiquement 22h quand les équipes de l'entreprise Cmc déversent une couche de bitume sur le tronçon dit Axe présidentiel, le samedi 2 août dernier.

« Yaoundé Cœur de ville » Cette nouvelle vitalité dans la capitale politique camerounaise s'inscrit dans le cadre de plusieurs projets. Parmi ceux-ci, le projet « Yaoundé Cœur de ville ». Initié il y a près de 5 ans, ce projet attri-

bué au groupe Razel Cameroun devrait s'étendre sur 30 mois. Il a pour but de réaménager une dizaine de carrefours stratégiques de Yaoundé et la construction de nouvelles gares. C'est ce projet qui réhabilite depuis le 10 juin dernier le Carrefour Mvan. D'autres entreprises sont à pied d'œuvre pour redorer l'image du chef-lieu de la Région du Centre. C'est le cas de l'entreprise Acs (Activités de construction et service)

qui s'occupe de la voie longeant l'école publique d'Efoulan ; et de l'entreprise Shee System qui réhabilite le tronçon Manguier-Elig Edzoa.

Ces travaux tombent dans un contexte où le Cameroun a rendez-vous avec l'histoire. Le 12 octobre prochain, les Camerounais iront dans les urnes pour élire un Président de la République. Ces séries d'embellissements de la ville de Yaoundé s'apparentent à une tentative de polissage d'un bilan à tout point de vue catastrophique, s'il ne faut prendre en compte que le mandat qui court depuis 2018. Quoiqu'il y ait du bon dans ces initiatives, les populations en souffrent pas mal. Le communiqué de presse daté du 30 juillet et signé du maire de la ville, Luc Messi Atangana, consacre cette souffrance. Les usagers de l'axe routier Carrefour Coron-Quartier Ekounou, d'après ce communiqué, doivent se trouver des voies de contournement car, cet axe est bloqué depuis le 3 août. Pour cause, les travaux de réhabilitation de la voirie et la construction d'un pont sur la rivière Akeue y sont en cours. Quand sera-t-il de ces diverses initiatives après les élections? Just wait and see.

Guy Etom

Nous sommes une jeune équipe dynamique à votre service et présents sur toutes les plateformes

2 ^{ème} de couverture :	200 000 Fcfa
4 ^{ème} de couverture :	300 000 Fcfa
1 Page intérieure :	150 000 Fcfa
1/2 Page intérieure :	100 000 Fcfa
Double page centrale :	400 000 Fcfa
Bandeau à la Une :	100 000 Fcfa